

Jean-Louis DUMONT

*Meuse (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil de surveillance de l'agence française du développement [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de l'observatoire national du service public de l'électricité et du gaz [J.O. du 2 août 2007]

Membre du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure [J.O. du 11 août 2007]

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales [J.O. du 27 novembre 2007]

Membre du conseil de l'immobilier de l'État [J.O. du 22 février 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le lancement du cycle de programmation 2007-2013 des fonds structurels européens [13 février 2008] (n° 716)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les suites données aux préconisations de la mission d'évaluation et de contrôle sur l'immobilier de l'État [4 juin 2008] (n° 923)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPEL AU RÈGLEMENT*

Regrette l'absence de membre du Gouvernement en charge des affaires européennes lors de l'examen du prélèvement au titre du budget des communautés européennes [19 octobre 2007] (p. 2997)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 257 de M. Jérôme Cahuzac (prêt à taux zéro : plafond de ressources réduit de 64 875 € à 40 000 € - montant du prêt porté de 32 500 € à 40 000 €) (p. 2972)

Après l'article 11

Ses amendements n°s 255 et 256 (plus-values sur ventes à la découpe réalisées par des sociétés ressortissantes d'Etat dont la convention fiscale avec la France ne prévoit pas l'imposition des revenus immobiliers : perception des prélèvements libératoires prévus respectivement par les articles 244 bis et 244 bis A du code général des impôts) (p. 2980) : retirés (p. 2981)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 31 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Ses interventions (p. 3000 et s.)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son intervention (p. 3004)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT**

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)

Son intervention (p. 3563)

Thème avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire (p. 3563)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 40

Son amendement n° 178 (détaxation des bouilleurs de cru : prorogation reportée du 1er janvier 2008 au 1er janvier 2013) (p. 4340) : adopté (p. 4341)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 27

Son amendement n° 181 (transactions immobilières portant sur plus de 700 m² réalisées par le secteur privé : possibilité de porter les droits de mutations de 3,6 % à 3,9 %) : rejeté (p. 5136)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 9 (faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes)

Son amendement n° 871 (p. 3003)

Article 20 (assouplissement du régime applicable aux organismes favorisant l'insertion par l'entrepreneuriat)

Son amendement n° 870 (p. 3066)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3238)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Ses amendements n^{os} 1318 et 1319 (p. 3404 et s.)